

Construisons l'alternative aux Bassines (PCF)

Conformément à ses engagements de toujours, pour un réseau dense d'exploitations agricoles à taille humaine, la rémunération correcte du travail paysan, en conformité avec une position de principe qui considère l'eau comme un bien commun pour laquelle il a toujours combattu, **le parti communiste français, avec son candidat à l'élection présidentielle Fabien Roussel, est partie prenante de vos actions d'intérêt général pour une gestion démocratique de l'eau**, prenant en compte les besoins des différents usages.

En l'occurrence, nous luttons ici contre une privatisation de l'eau et une formidable gabegie financière, une impasse agricole, une orientation contre la nature et sa biodiversité.

Les méga-bassines sont des infrastructures qui ne profiteraient qu'à une minorité d'agriculteurs, au détriment des petits paysans et des consommateurs constituent une fuite en avant dans une concentration agricole toujours plus poussée, une agriculture encore plus intensive, souvent destinée à l'exportation ou aux agro-carburants. Dans ce modèle de concurrence, les agriculteurs sont de plus en plus des esclaves des banques et des grandes firmes de l'agro-business. Un modèle que la droite et les spéculateurs veulent continuer de renforcer en France pour profiter de la crise Ukrainienne.

En agriculture les plus forts taux de profits sont obtenus par des systèmes qui épuisent les ressources sans les renouveler. Le modèle agricole ainsi impulsé consomme beaucoup d'intrants au profit des multinationales, de l'agrochimie, de l'agro-alimentaire, des banques... c'est à leurs objectifs qu'il faut s'attaquer ! Il ne vise pas à préserver notre souveraineté alimentaire mais des cultures d'exportation et l'élevage intensif en concurrence avec les importations des Etats –Unis ou d'Amérique latine ou encore des agro-carburants au détriment de l'alimentation. Cette politique détruit la flore et la faune au détriment in fine de la production agricole elle-même, pollue rivières et milieux aquatiques, voir les nappes phréatiques, et contribue largement au réchauffement climatique.

Au contraire des conclusions du Varenne de l'eau du début d'année, qui donne tout pouvoir au préfets de bassins pour passer en force et multiplier les projets de ce type, des projets financés avec d'aussi importants fonds publics devraient servir l'intérêt général.

Bien loin d'apporter la preuve de régler des problèmes, les bassines prennent même le risque d'en accentuer... Mais les empêcher ne suffira pas si la gestion de l'eau et les pratiques agricoles n'évoluent pas franchement. Ces territoires sont en déficit hydrique structurel vis à vis des différents usages actuels de l'eau. Prenons aussi en compte les projections de l'impact du changement climatique, qui semblent dessiner pour les territoires concernés des sécheresses plus fréquentes et plus longues (y compris l'hiver), des précipitations plus regroupées dans le temps et sûrement une diminution de l'écoulement d'eau (notamment à cause de l'augmentation de l'évaporation). Si l'on attend beaucoup de

l'agriculture c'est parce qu'on connaît les impacts du modèle actuel et qu'on voit aussi les progrès déterminants qui viendraient de sa mutation.

Chacun sait maintenant qu'on ne peut pas se permettre de remettre la mutation à plus tard, les transformations sont trop profondes et urgentes, chaque année de perdue est un drame et on ne peut pas non plus se satisfaire de changements à la marge.

Il faut donc aller sur deux fronts : empêcher de tels projets mais aussi permettre un changement de modèle.

Avec vous, nous demandons donc l'arrêt de ces projets et l'ouverture de débats publics associant paysans et usagers, élus et chercheurs de toutes disciplines sur les moyens de préserver et de partager les ressources en eau. Un tel débat doit intégrer les enjeux de sécurité alimentaire et d'approvisionnement en eau potable dans le nouveau contexte de bouleversements mondiaux et des urgences que nous pose le changement climatique.

L'invention d'un processus pour un nouveau type de développement agricole au service de la rémunération des paysans, s'inscrivant dans la transition écologique, protégé de la concurrence des importations abusives est à l'ordre du jour.

Poussons à la construction de véritables projets de territoire comprenant des exigences très fortes et les moyens de les faire respecter :

- En matière d'économies d'eau (en tenant compte des études scientifiques en cours), avec un partage équitable et le relèvement des seuils d'étiage des rivières, la protection des écosystèmes et de leur biodiversité.
- En matière de qualité de l'eau, notamment par la réduction importante des intrants chimiques, avec des moyens d'accompagnement et de contrôle à la hauteur. Les producteurs d'eau potable et leurs usagers voient bien les pollutions de l'agriculture industrielle qu'ils doivent alors compenser par de nouvelles usines coûteuses...
- En matière d'alimentation, avec des productions plus saines, l'installation de productions maraîchères, de vergers, d'élevages non industriels à proximité des bassins de vie, ce qui peut et qui doit aussi être bon pour l'emploi et les revenus des producteurs.

L'eau est aussi une ressource cruciale pour la production d'énergie. Tout cela conforte l'objectif d'aller vers **une gestion démocratique de l'eau**. Les possibilités réglementaires, incitatives et d'accompagnement que devraient contenir un projet de territoire seraient déterminantes.

D'autres solutions pourraient alors être mises en œuvre : d'abord des systèmes de production agroécologiques plus économes en eau et qui permettent le stockage de l'eau dans les sols, mais aussi des systèmes de récupération des eaux de pluies stockées dans de petites retenues partagées et gérées équitablement.

Les changements importants que nous demandons à une grande partie des agriculteurs, ne doivent pas nous faire perdre de vue qu'ils sont des chef.fe.s d'entreprises dans un monde capitaliste, soumis au marché, aux banques, aux filières de l'agro-industrie extrêmement financiarisées... Le nœud du problème est là, contester les logiques capitalistes est indispensable pour que les intérêts populaires s'imposent aux choix de gestion des entreprises agricoles.

Il y a pour cela besoin de **l'action convergente de toutes les forces** : le mouvement social, les citoyens, les associations de protection de l'environnement mais aussi les agriculteurs, les collectivités, l'Etat !

Une solution politique nouvelle doit être recherchée avec toutes et tous au service des travailleurs paysans, des usagers et de la préservation du vivant.